

# Croissance zéro : entre défiance et demi-mesures

Les chiffres de la croissance du second trimestre 2014 sont un nouveau désaveu de la politique gouvernementale. À l'heure où la Grande-Bretagne affiche un insolent taux de croissance de 3%, la stagnation de l'économie française rend intenables les engagements européens du président Hollande. La reprise, maintes fois annoncée par le gouvernement socialiste, ne sera donc pas au rendez-vous. Qui peut sérieusement s'en étonner ?

L'exécutif semble surpris du décrochage... dont il sème lui-même les graines : choc fiscal sans précédent, stigmatisation de la réussite entrepreneuriale, menaces vis-à-vis des investissements étrangers... Toute l'équipe de François Hollande a miné le climat de confiance dont les entreprises ont besoin pour investir et embaucher. La stagnation de l'économie française est la conséquence inévitable de cette défiance. À la manœuvre, on retrouve Michel Sapin, le même ministre des Finances qui avait déjà réussi en 1993 la prouesse d'engager la crédibilité gouvernementale sur un taux de croissance de 2,6%, pour un résultat de... ?0,9% ! Une erreur de prévision de 3,5% qui restera dans les annales de l'insincérité des comptes publics. La situation de la France exige de sortir des hésitations, des compromissions, des demi-mesures, et des jeux de duplicité et de cynisme de François Hollande, l'ancien premier secrétaire du PS, prisonnier de l'aile gauche de sa majorité. C'est une chance historique pour le socialisme français de sortir de son archaïsme et d'abandonner enfin, sur le mur de la réalité, ses vieilles lunes idéologiques. Avec « Génération Entreprise Entrepreneurs Associés », qui regroupe 130 parlementaires et de nombreux chefs d'entreprise, nous travaillons à un programme économique d'alternance. Un choc de confiance est nécessaire pour permettre à notre pays de renouer avec la compétitivité, l'emploi et la croissance, à l'instar du Canada, de l'Allemagne, de la Suède.

Nous avons déjà suggéré 20 mesures clés, dont la baisse effective des charges des entreprises, la réduction réelle et durable des dépenses publiques dans le cadre d'un État efficace, car recentré sur ses missions essentielles, la simplification du droit du travail, par exemple sur la question des seuils sociaux, et enfin, la nécessaire convergence fiscale européenne avec nos voisins, partenaires et concurrents. En l'absence d'un cap solide, sincère et assumé par un vrai décideur, la France court à la catastrophe. Car il ne peut y avoir de croissance sans confiance, et il n'y aura pas de confiance avec François Hollande.

TrRibune initialement publiée sur Contrepoints